

Lectures

Reviews

/

2014

Gilbert Clavel, *La gouvernance de l'insécurité. La pénalisation du social dans une société sécuritaire*

LIONEL FRANCOU AND QUENTIN VERREYCKEN

<https://doi.org/10.4000/lectures.15287>



Gilbert Clavel, *La gouvernance de l'insécurité. La pénalisation du social dans une société sécuritaire*, Paris, L'Harmattan, series: « Questions contemporaines », 2014, 226 p., ISBN : 978-2-343-02581-0.

You can order this publication on our partner's website Decitre

Full text

- ¹ Les évolutions récentes de l'action publique, qui tend à confondre les questions de violence et de délinquance avec les autres problèmes sociaux, notamment en les unissant sous le vocable de l'« insécurité », retiennent depuis de nombreuses années déjà l'attention des chercheurs en sciences sociales. Ainsi, récemment et à titre d'exemple, Nicolas Bourgoin parle d'une « révolution sécuritaire »¹ pour qualifier le retour d'une priorité punitive des États en mal de légitimité, depuis le dernier quart du XX^e siècle, dans le contexte d'une globalisation galopante. Pour Armand Mattelart et André Vitalis, on assisterait à un accroissement phénoménal du contrôle et de la surveillance exercés par les États sur leurs populations². Dans le présent ouvrage, Gilbert Clavel, docteur en sociologie et ancien adjoint au maire d'une commune du



Grand Lyon, choisit pour sa part d'étudier comment « la fabrique d'une société sécuritaire » affecte le « champ social » (p. 9). Sans pouvoir prétendre à une véritable originalité de son propos ni des données (de seconde main) qu'il mobilise, l'auteur s'appuie sur son expérience de formateur de travailleurs sociaux. Il s'agit là d'un point fort du livre puisqu'il lui permet d'approcher la problématique de l'insécurité par le prisme des travailleurs sociaux, de leurs pratiques et de leur capacité d'action, même si cela n'apparaît pas avant la fin de l'ouvrage et de façon ténue.

- 2 Dès la page de remerciements, Gilbert Clavel met en avant son affiliation à l'héritage intellectuel de Michel Foucault lorsqu'il se réfère aux concepts de « pouvoir », de « gouvernementalité » ou d'« insécurité ». L'ouvrage, divisé en quatre parties, débute par une discussion, sur une vingtaine de pages, du « champ conceptuel de M. Foucault ». Malgré quelques imprécisions, la clarté dont fait preuve l'auteur pour expliquer synthétiquement la pensée de Foucault est certainement un atout. Cependant, à parfois trop se focaliser sur le philosophe français, en ce compris dans les sections ultérieures de son texte, Gilbert Clavel se donne des allures d'exégète.
- 3 Dans la seconde partie du livre (*L'insécurité comme nouvelle économie du désordre social*), l'auteur s'intéresse, d'une part, à ce qu'il identifie comme les causes fondamentales de l'insécurité. À savoir, essentiellement, la précarisation économique, l'émergence d'une société individualiste, ce qu'il appelle la « judiciarisation des rapports sociaux » ainsi que la montée d'une culture de la souffrance débouchant sur un « vaste processus de victimisation » (p. 95), dont il résulterait une transformation du lien social, mais également de la fonction de la justice pénale. D'autre part, il observe les impacts concrets du succès du terme « insécurité » sur la vie politique ainsi que sur le quotidien des individus : un travail législatif qui se fait au gré des événements médiatiques, l'émergence d'une culture politique sécuritaire, une plus grande pénalisation, de même qu'un recours de plus en plus systématique aux nouvelles technologies de surveillance et de contrôle. Cette seconde partie, la plus longue de l'ouvrage (environ 80 pages), nous semble problématique : en plus de déséquilibrer la table des matières, elle se montre par moments à la limite du hors-sujet, particulièrement lorsque l'auteur liste, sur près de vingt-cinq pages, les principales transformations socio-économiques de la seconde moitié du XX^e siècle. L'auteur y accumule de (très) courts paragraphes explicatifs où il expose un facteur ou un effet de la précarisation économique, ce qui fait ressembler son livre à un syllabus de cours, sentiment renforcé par l'usage répété de puces pour structurer le texte, le transformant au passage en un mauvais avatar de la « pensée PowerPoint »³ !
- 4 La troisième partie de l'ouvrage (seulement une trentaine de page) présente de façon plus détaillée les circonstances et moyens de « traitement » de l'insécurité mis en œuvre par les gouvernements contemporains. L'auteur souligne ainsi l'émergence d'une « nouvelle économie de l'illégalisme » basée sur la victimisation, la prévention situationnelle et la gestion des risques. Il en résulterait une « nouvelle économie du pouvoir » qui approche la délinquance non plus par la prévention sociale ou la réinsertion des individus, mais en faisant de la peine (de prison) la seule finalité de politiques sécuritaires.
- 5 Ce raisonnement se poursuit dans la quatrième et dernière partie du livre, consacrée à l'impact de ces politiques sécuritaires sur les institutions et les travailleurs sociaux. Les institutions de protection de la jeunesse et les hôpitaux psychiatriques se trouvent dépossédés de tout pouvoir décisionnel face au processus de pénalisation, tandis qu'il découle de la disparition de l'État-Providence une diminution de la prise en charge des problèmes sociaux (en matière de logement ou d'éducation, notamment) que son homologue sécuritaire tente aujourd'hui de compenser plutôt que de résoudre. Mobilisant son expérience de formateur, Gilbert Clavel insiste également sur les difficultés croissantes que rencontrent les travailleurs sociaux. Si la tension entre la prévention et le contrôle social a toujours été au cœur du travail social⁴, la montée des politiques sécuritaires les empêche aujourd'hui de remplir pleinement leur rôle d'« acteurs d'émancipation dans une relation singulière » (p. 178). Si cette dernière partie est, à notre avis, la plus susceptible d'apporter des éléments nouveaux à la

réflexion sur le gouvernement de l'insécurité et ses effets sur la société, et donc la plus digne d'intérêt, on peut regretter cependant qu'elle ne soit finalement pas plus longue, comparativement aux sections précédentes qui présentent des informations déjà largement traitées par la littérature scientifique. De plus, elle aurait gagné à s'appuyer davantage sur l'expérience de première main de l'auteur auprès des travailleurs sociaux.

6 Gilbert Clavel conclut son livre par quelques considérations sur les possibilités de transformation de la société sécuritaire vers ce qu'il nomme une « société solidaire »⁵. Les quelques pistes de solutions avancées, bien qu'intéressantes, sont présentées de façon trop brève pour qu'on puisse juger de leur pertinence, et les dernières pages du texte relèvent plus de la note d'intention que de la véritable proposition de réforme (pages 201-202 : « transformer le système économique et financier », « construire une nouvelle expérience du rapport au monde et aux choses », « construire une nouvelle expérience du rapport à autrui », etc.). Le livre contient également cinq annexes qui consistent en une série de tableaux et de graphiques qui, s'ils ne sont pas hors de propos, ne sont pas suffisamment introduits dans le texte. Il faut par exemple lire un court paragraphe page 165 pour saisir les raisons de la présence d'un tableau page 210 issu d'un rapport sur le Mal-logement de la Fondation Abbé-Pierre, qui nous apprend que « 3.6 millions de personnes [en France] sont mal logés [*sic*] ».

7 Comme on s'en sera aperçu à la lecture des paragraphes précédents, ce livre souffre d'un nombre important d'approximations. L'auteur, bien qu'il lie l'émergence de l'État sécuritaire aux transformations socio-économiques induites par la globalisation, ne traite finalement que de l'État français, sans que cela ne soit explicité ou défendu en aucun endroit du livre. Son choix de baser essentiellement son argumentation sur des concepts et un vocabulaire foucauldien peut se défendre, mais il est regrettable que l'auteur ne prenne pas une certaine distance critique face à l'héritage politique qu'ils sous-tendent : la pensée de Foucault est d'abord une pensée de dénonciation des rapports de domination. Or, des travaux récents nuancent l'idée d'un État sécuritaire purement dominateur, qui n'aurait que pour seul objectif de renforcer son contrôle sur les populations. Par exemple, Abraham Franssen souligne que les travailleurs sociaux actifs dans le cadre des politiques de prévention et de sécurité en Belgique doivent composer avec les objectifs sécuritaires de ces politiques, ce qui ne les empêche pas, dans le même temps, de « poursuivre une visée plus globale d'«autonomisation» de la personne et de «création du lien social» » (p. 163)⁶. Pour Sebastian Roché, l'accroissement continu de la « demande sociale » amène l'État à tenter de répondre aux attentes de la population, sans toujours en être en mesure, y compris en matière de délinquance ou d'insécurité civile⁷.

8 Il faut également noter un certain nombre de manquements méthodologiques de la part de l'auteur. À plusieurs reprises, Gilbert Clavel délivre des affirmations fortes sans pour autant citer ses sources. Ainsi, apprend-on page 145 que des « évaluations scientifiques [*sic*] montrent l'utilité marginale [des] systèmes [de vidéosurveillance], entre 1% et 2% des infractions sur la voie publique, autres que routières, dans les communes où des caméras sont installées ». Or, à aucun moment, l'auteur ne cite la référence précise de ces évaluations ! Au-delà de cette entorse pour le moins surprenante à la méthodologie scientifique, on notera également la tendance de l'auteur, quand il ne cite pas Foucault, à faire feu de tout bois pour appuyer son argumentation. Les pages 89 à 93, dédiées à la juridiciarisation des rapports sociaux, sont à cet égard emblématiques : il y convoque successivement (et dans cet ordre) Niccolò Machiavelli, Thomas Hobbes, Jean-Paul Sartre, Friedrich Nietzsche et Sigmund Freud comme autant de témoins des « rapports critiques entre subjectivités [...] dans la société moderne » (p. 91). D'une part, notons l'étrangeté du processus par lequel le sociologue mobilise ainsi brièvement des penseurs divers comme s'ils étaient la caution intellectuelle de la qualité d'un raisonnement qu'il applique ensuite sans ménagement à l'ensemble de notre société contemporaine. D'autre part, soulignons qu'il néglige de resituer chacun de ces auteurs dans son époque et qu'il recourt à un vocabulaire trompeur en les regroupant tous sous la bannière de la « modernité » ; comme si, de

Machiavelli à Sartre, les « philosophes modernes » appartenaient tous à la même société et que leurs idées pouvaient être mêlées, hors contexte.

9 On regrettera, enfin, les diverses maladresses de mise en page (manque de régularité dans les sauts de paragraphes, problèmes d'espacements du texte lorsque des puces sont employées, oublis d'italiques ou de changements de taille des polices de caractères, etc.) ainsi que les trop nombreuses erreurs et coquilles qui parsèment l'ouvrage et témoignent d'un manque flagrant de relecture. Ainsi, lorsqu'il annonce le plan de son livre dans le dernier paragraphe de son introduction, l'auteur expose les quatre « chapitres » de son ouvrage, qui sont en fait, dans tout le reste du livre, appelés des parties, elles-mêmes divisées en plusieurs chapitres. Pareillement, un ouvrage de Nicolas Bourgoïn est absent de la bibliographie, bien qu'il ait été cité page 16 ; à cette même page, Loïc Wacquant devient Loïc Wacquand ; l'auteur écrit « qui transfère » au lieu de « qui transfère » (p. 152) ; etc. Il en résulte que, dans sa forme, ce livre est parfois plus proche d'un syllabus de cours que d'un ouvrage abouti.

10 En définitive, bien que ce compte rendu puisse sembler sévère à l'égard du travail de Gilbert Clavel, soulignons que c'est d'abord la méthode et l'argumentation scientifique de l'auteur qui posent problème, et non le fond de ses propos. Si l'on fait fi de la dimension d'amateurisme qui se dégage de cet ouvrage, on retiendra de celui-ci qu'il offre une introduction utile, quoiqu'incomplète et manquant d'équilibre, à la problématique de l'insécurité, à partir des travaux de Michel Foucault. Au final, ce livre, qui pourra intéresser les citoyens et les acteurs institutionnels ciblés par l'auteur, aurait peut-être gagné à être pensé sous la forme d'un essai ou tiré profit d'une période de maturation plus importante.

Notes

1 Nicolas Bourgoïn, *La Révolution sécuritaire (1976-2012)*, Nîmes, Champ social, 2013. Compte rendu publié sur *Lectures* : <http://lectures.revues.org/11077>.

2 Armand Mattelart, André Vitalis, *Le profilage des populations. Du livret ouvrier au cybercontrôle*, La Découverte, 2014. Compte rendu publié sur *Lectures* : <http://lectures.revues.org/13594>. Voyez aussi Armand Mattelart, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte, 2007. Compte rendu publié sur *Questions de communication* : <http://questionsdecommunication.revues.org/262>.

3 Franck Frommer, *La pensée PowerPoint. Enquête sur ce logiciel qui rend stupide*, Paris, La Découverte, 2010. Compte rendu publié sur *Lectures* : <http://lectures.revues.org/1271>.

4 Pierre Lascombes, *Prévention et contrôle social. Les contradictions du travail social*, Genève, Médecine & Hygiène, 1977.

5 Dans son précédent livre, il prônait déjà le passage d'une société de l'exclusion à une société solidaire. Gilbert Clavel, *La société d'exclusion. Comprendre pour en sortir*, Paris, L'Harmattan, 1998.

6 Abraham Franssen, « Dispositifs sécuritaires et émancipateurs : fausses ruptures et vraies continuités », in Philippe Mary (dir.), *Dix ans de contrats de sécurité. Évaluation et actualité*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 159-173.

7 Sebastian Roché, *Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, PUF, 2004.

References

Electronic reference

Lionel Francou and Quentin Verreyken, « Gilbert Clavel, *La gouvernance de l'insécurité. La pénalisation du social dans une société sécuritaire* », *Lectures* [Online], Reviews, Online since 27 August 2014, connection on 02 January 2025. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/15287> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.15287>

About the authors

Lionel Francou

Étudiant en sociologie à l'Université catholique de Louvain et membre du comité de lecture de la revue *Urbanités*

By this author

Florence Bouillon, Jérôme Monnet (dir.), « L'observation et ses angles », *Espaces et sociétés*, n° 164-165 [Full text]

« Genèses par Genèses », *Genèses*, n° 100-101, 2015 [Full text]

Patrick Boucheron, Corey Robin, Renaud Paye, *L'exercice de la peur. Usages politiques d'une émotion* [Full text]

All documents

Quentin Verreycken

Assistant en histoire à l'Université Saint-Louis à Bruxelles. Membre du Centre de recherches en histoire du droit et des institutions (CRHiDI)

By this author

Anne-Marie Kilday et David Nash (dir.), *Law, Crime & Deviance Since 1700. Micro-Studies in the History of Crime* [Full text]

Emmanuel Droit et Pierre Karila-Cohen (dir.), *Qu'est-ce que l'autorité ? France-Allemagne(s), XIX^e-XX^e siècles* [Full text]

Christophe Regina, *Genre, mœurs et justice. Les Marseillaises et la violence au XVIII^e siècle* [Full text]

All documents

Copyright

The text and other elements (illustrations, imported files) are "All rights reserved", unless otherwise stated.